

## BOULANGERIES EN CONGÉ

# Un mois d'août sans pain

**La plupart des boulangers sont en vacances. En l'absence de l'application de la réglementation des dates de fermeture estivale de ces commerces, les consommateurs triment pour trouver du pain. Un scénario qui se répète pourtant, chaque année.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Le temps du mois d'août, les Algérois ne seront pas attirés par les odeurs du pain chaud, des croissants ou encore des brioches qui s'échappent des boulangeries. Encore une fois, ces commerçants sont pour la plupart, partis en congé au même moment.

Dans certains quartiers, les consommateurs éprouvent beaucoup de mal à trouver du pain. Sur les quelques boulangeries qui sont encore en activité à Belouizdad, plusieurs d'entre elles ont baissé rideau pour le congé annuel.

Les rares boulangeries restées ouvertes, connaissent de longues files d'attente. Elles ne désemplissent pas de la matinée et bénéficient ainsi de la fermeture des boulangeries voisines. A l'entrée d'une boulangerie pas très loin du marché T'nache, des clients arrivent à peine à s'extirper du maga-

sin. Un sac en plastique plein de baguettes de pain à la main, ils quittent les lieux triomphants. Ils viennent de «décrocher» le pain nécessaire pour le déjeuner, le dîner et même pour les tartines du petit-déjeuner du lendemain.

Il est midi tapante, une masse humaine attend toujours à l'intérieur de la boulangerie. «La prochaine fournée ne va pas tarder», lance le vendeur, histoire de faire patienter ses clients. Tout près du comptoir, une vieille femme attend son tour. De grosses gouttes de transpiration perlent sur son visage déjà suffisamment sillonné par les rides.

Elle saisit un bout de son foulard et s'essuie le front puis les yeux, avant de balbutier quelques mots, vraisemblablement des prières. «La famille algérienne ne peut pas se passer du pain et les boulangeries ferment toutes en



Le pain, une denrée rare au mois d'août.

même temps», déplore-t-elle, lasse d'attendre sous des températures aussi élevées.

Même scénario à El Biar sur les hauteurs d'Alger, où la majorité de ces commerces sont fermés pour la même raison. «Pour acheter le pain, il faut partir le matin sinon vous ne risquez pas d'en trouver»,

assure Malek, un jeune El Biarois. Selon lui, ici les boulangeries restées ouvertes en ce mois d'août, ne confectionnent le pain que pour la demi-journée.

A Bab El-Oued, presque toutes les boulangeries sont fermées. Paradoxalement sur les trottoirs des marchés du quartier, des cor-

beilles posées à même le sol, débordent de baguettes. Ici, les revendeurs de pain ne chôment pas. Les corbeilles de pain se vident vite. Souvent, la baguette est proposée à 15 dinars. «Avec quelques graines de nigelle dessus et la baguette est cédée à 15 dinars», s'indigne une jeune femme.

Les consommateurs ne se soucient plus des conditions d'hygiène ou du prix de la baguette. Pour eux, l'essentiel est de trouver du pain à mettre sous la dent.

En ce mois où la baguette du boulanger devient presque une denrée rare, le pain traditionnel gagne du terrain. Afin d'éviter les longues files d'attente dans les quelques boulangeries ouvertes, les consommateurs se rabattent sur la galette ou le matlou'e.

Les quelques grandes surfaces de la capitale concentrées toutes à l'Est, constituent également une autre alternative pour certains Algérois, notamment ceux qui possèdent un véhicule.

Ry. N.

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU POLISARIO

# Portrait d'un jeune Sahraoui des territoires occupés

**Certains Algériens prennent quelque peu de haut ces hommes du désert du Sahara occidental pensant que les conditions géographiques, historiques et sociopolitiques de la région ne leur ont pas permis de se tremper solidement dans la pensée politique. Erreur. Certains jeunes loups de ce pays sont aussi affûtés en politique que les vieux communistes de chez nous.**

En discutant, par ailleurs, avec un jeune Sahraoui d'El Ayoun dans les territoires occupés de ce Sahara, on ne peut que revisiter l'histoire de l'Algérie de la fin des années 1950. Le jeune Sahraoui en question n'a que 21 ans. M'Barek El Fahimi, nous l'avons rencontré, fortuitement, aux alentours de la résidence de l'IAP (Institut algérien du pétrole) de Boumerdès, lieu d'hébergement des militants du Polisario et des cadres de la RASD qui participent à la 7<sup>e</sup> université d'été.

En clair, personne ne nous l'a présenté pour faire de Com politique. M'Barek, qui a fait le trajet El Ayoun, Boumerdès pour participer à ce conclave de formation politique se définit comme journaliste électronique bénévole «car la RASD n'a pas encore les moyens pour nous employer». En fait, il fait ce qu'il peut pour occuper les réseaux sociaux et diffuser l'actualité de son pays et par là même, sensibiliser l'opinion publique autour de la cause de son peuple. Avec le cheminement de la discussion, nous nous retrouvâmes à faire le bilan de la lutte du peuple sahraoui.

**«Pas d'université dans les territoires occupés, le Maroc ne veut pas d'une population cultivée»**

M'Barek est obligé de se déplacer au Maroc pour s'inscrire à l'université. «Le Maroc ne veut pas construire d'universités au Sahara occidental car il ne veut pas que la population se modernise et s'arme de savoir.» Tiens, comment se comportent les enseignants maro-

cains avec les jeunes Sahraouis ? C'était un sujet comme un autre pour commencer la discussion. «Les enseignants du royaume tentent de faire passer l'idéologie et le discours politique marocains qui disent que le Sahara occidental est marocain.

Or, l'histoire et le droit international prouvent le contraire. Pour notre part, nous nous efforçons, toujours, de discuter avec eux pour leur dire que leur discours est fallacieux. Des fois, nous avons à faire à des enseignants qui croient à notre cause. Il existe, en effet, à l'intérieur du royaume des partis politiques et des citoyens qui appuient le droit de notre peuple à l'autodétermination. Le mouvement

«En Avant» qui avait, en 1970, à sa tête Brahim Serfaty et un groupe de militants gauchistes ont pris des positions qui les honorent. Au sein de ces forces politiques, il y a des enseignants. Il y a donc à l'intérieur du Maroc des voix, des enseignants notamment, qui sont en notre faveur.»

**«L'Algérie a soutenu l'Afrique du Sud qui est à des milliers de kilomètres»**

Nous abordons avec M'Barek, qui a toujours une réponse à défendre, le volet politique lié au soutien de l'Algérie au droit des Sahraouis à l'autodétermination. Les autorités marocaines disent que l'Algérie appuie le Polisario pour des raisons de visées sur les potentialités économiques du Sahara occidental. Or, le soutien de l'intelligentsia algérienne à la cause de votre pays émane de

l'histoire récente de l'Algérie qui a resurgi, avec le soutien de grands nombres de pays du tiers monde, en tant qu'Etat-nation sur la base d'un principe de droit international à savoir le droit à l'autodétermination de chaque peuple, droit pour lequel le peuple algérien a lutté et payé le prix fort.

Que répondez-vous aux sujets marocains qui vous disent que l'Algérie vous soutient pour des intérêts économiques ? La réponse commence par ironie «Même si un cycliste tombe de son vélo dans le royaume, les autorités marocaines imputeront la faute à l'Algérie. Secundo, l'Algérie a tout le temps soutenu les mouvements de libération à travers le monde où elle n'avait aucun intérêt économique.

Les Marocains disent que l'Algérie soutien le Sahara car elle veut un passage vers l'Océan atlantique, nous leur disons que l'Algérie avait soutenu les combattants de l'Afrique du Sud qui luttèrent contre l'apartheid alors que ce pays se trouve à des milliers de kilomètres d'elle. Le soutien de l'Algérie se base sur le droit international qui n'est en faveur ni de l'Algérie, ni du Maroc. Ce droit considère aussi que notre pays est encore sous domination coloniale.»

**Les résultats arrachés par la diplomatie sont plus importants que ceux arrachés par les armes**

Au cours de la discussion avec M'Barek, nous n'avons pas décelé chez ce jeune un caractère de «va-t-en guerre» ni de l'extrémisme. Il ne cultive pas non plus de l'animosité pour construire son discours politique. Chez lui, la parole est pondérée et lucide. A travers son choix pour le travail diplomatique du Polisario et de la RASD, il prend position d'un homme pragmatique.



M'Barek El Fahimi.

Lors de l'université d'été du Polisario de l'année passée, nous avons discuté avec des jeunes Sahraouis. Ils nous ont dit deux choses.

Premièrement, ils nous ont affirmé «nous sommes lassés d'attendre des négociations avec un pays, le Maroc en l'occurrence qui n'en veut pas, il faut que le Polisario reprenne les armes pour libérer notre pays». Deuxièmement, ils ont laissé entendre que l'année 2016 est cruciale pour la cause sahraouie.

Que pensent, en général à ce sujet, vos concitoyens des territoires occupés ? «Il est clair que dans chaque société existent des avis divergents. Je pense que les Sahraouis ont une expérience révolutionnaire singulière. Pourquoi ? Les Sahraouis ont mené une lutte armée contre l'occupant marocain. Bien entendu, c'est le Maroc qui a imposé ce combat armé au peuple sahraoui.

Ce pays a envahi le Sahara, il a massacré des populations et il a jeté en prison ses fils. Une fois l'économie du Maroc ayant été atteinte et des centaines de soldats emprisonnés, le gouvernement marocain a demandé le ces-

sez-le feu. Mais ce je voudrais souligner plus encore, c'est le fait que les acquis enregistrés par notre cause par la voie du combat politique sur la scène diplomatique sont plus nombreux et plus importants que ceux arrachés par les armes. Pour preuve, le nombre important de reconnaissances enregistrées par la RASD. De plus, la communauté internationale fait montre, de plus d'intérêt à notre lutte. Nous avons réussi à isoler le gouvernement marocain au niveau régional et international.

Plus important encore le Maroc, est en confrontation permanente avec ses pays voisins, l'ONU, l'Union africaine, le Parlement européen, et ce, grâce à notre combat sur la scène politique et à la résistance pacifique des populations des territoires occupés.

Dernier exemple dans le domaine du combat politique, la demande du Maroc à exclure notre jeune république de l'UA avant d'intégrer cette organisation pan-africaine qui est suivie d'une cuisante défaite du régime marocain.» Le choix du combat, M'Barek le situe sur le terrain politique et la résistance pacifique.

Abachi L.